Fondation Jean Jaurès

Société

CONNAÎTRE ET RECONNAÎTRE NOTRE FRANCE OCÉANIQUE

Ericka Bareigts

17/11/2016

À l'occasion d'un débat organisé avec la Fondation Jean-Jaurès au ministère des Outre-mer le 21 novembre 2016, Ericka Bareigts dresse dans une tribune ce que doit être « la nouvelle page de l'histoire des Outre-mer ». Il est temps que la France se regarde telle qu'elle est : diverse et ouverte sur le monde. Et c'est en partageant avec tous les Français les apports des Outre-mer que le regard sur ces territoires changera.

Qui sait, aujourd'hui, que la France partage sa plus longue frontière terrestre en Guyane avec le Brésil ? Que notre pays possède la deuxième plus grande Zone économique exclusive au monde grâce aux Outre-mer qui en constituent 96 % ? Que plus de 80 % de la biodiversité française se situe dans les Outre-mer ?

Trop longtemps, l'image de la France transmise aux Françaises et aux Français ne donnait pas à voir la diversité de son histoire, de ses territoires, de ses cultures. Notre pays s'étend pourtant au-delà de ses rivages hexagonaux. Il dispose, grâce aux Outre-mer, d'atouts décisifs. En plus de blesser et d'enfermer les Ultramarins dans une vision raccourcie et étriquée, cette conception ne permet pas à la France de revendiquer tout le potentiel de ses composantes. Les affirmer, les porter, les dire : c'est faire en sorte que notre pays affirme son visage et sa puissance, que notre pays s'affirme tel qu'il est, dans tous les océans, fort de toute sa diversité.

Les Outre-mer participent à la richesse de la France. Ils sont une ouverture sur le monde. Ils constituent un modèle de vivre-ensemble. Ils contribuent au rayonnement international de notre pays. Ils stimulent notre culture, notre économie, notre identité et nos valeurs. Oui, l'histoire de ces territoires est d'abord celle de la colonisation ; elle fut ensuite celle du combat pour la liberté et l'égalité ; elle est aujourd'hui celle de l'inclusion pleine et entière dans la République. Une nouvelle page de leur histoire s'écrit.

Cette nouvelle page rompt avec les logiques du passé. Pour cela, nous nous attachons à montrer à quel point ces territoires vivifient notre pays. Ce n'est qu'en connaissant et en donnant à voir nos

Outre-mer tels qu'ils sont que nous pourrons bâtir une maison commune qui ne relègue pas sur le pas de la porte près de trois millions de ses enfants. La connaissance, pour la reconnaissance : voilà le défi que nous relevons ensemble.

L'Histoire de France tend à oublier certaines de ses pages ultramarines. Tous, nous connaissons les mouvements de Résistance qui ont combattu l'Occupation dans l'Hexagone. Nous connaissons moins le courage des Dissidents, ces jeunes de 16 à 22 ans, issus de Guadeloupe, Martinique ou Guyane qui ont choisi de rallier les terres des Alliés pour lutter contre l'oppression nazie. Après une formation militaire aux États-Unis, au Canada ou en Grande-Bretagne, ces patriotes rejoignent les rangs des Forces françaises libres. Sur trente mille combattants des FFL, deux mille cinq cents venaient des territoires d'Outre-mer. Ils ont fièrement et vaillamment combattu pour défendre la République alors qu'elle était attaquée. Pourtant, leurs destinées n'ont pas assez rejoint l'Histoire. La bravoure et le patriotisme des Dissidents ne sont que trop peu enseignés ou étudiés. De grandes figures, comme celle de Gaston Monnerville résistant contre la barbarie nazie, n'ont là aussi pas assez rejoint notre mémoire collective. Né à Cayenne, ce petit-fils d'esclave proteste à Vichy contre les premières mesures discriminatoires. Élu député à l'Assemblée consultative provisoire, il défend en 1946, avec Aimé Césaire, Léopold Bissol et Raymond Verges, la départementalisation de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion. L'Histoire ultramarine ne se dissocie pas de l'Histoire de France. Il n'y a pas une grande Histoire, centrée sur les événements métropolitains, à côté de laquelle se serait écrite une petite histoire, plus exotique. Non, les grands événements de l'Histoire de France ont rassemblé notre peuple par-delà les océans.

Le récit collectif, nous le savons, passe aussi par la littérature. Et les écrivains et intellectuels ultramarins ont largement participé à son écriture. Frantz Fanon, l'un plus grands intellectuels du XX^{e} siècle, a considérablement influencé le mouvement des *Black Panthers* dans les années 1960. Encore aujourd'hui, il fait figure de référence dans les sciences sociales. Edward Said le qualifie même de « vrai génie prophétique ». Aimé Césaire, Édouard Glissant, Léon-Gontran Damas sont de puissants artistes, dont la prose et le verbe ont bouleversé notre langue. Pourtant, dans les librairies, ils ne sont parfois même pas placés au sein du rayon « littérature française » mais renvoyés à leurs territoires… Tantôt on regroupera leurs œuvres sous le nom de « littérature créole », tantôt sous celui de « littérature antillaise », mais ils ne sont pas présents aux côtés de Victor Hugo, Molière ou Voltaire alors qu'ils participent de la construction du monument national qu'est la littérature française.

L'économie française semble tout autant exclusivement métropolitaine. Pour certains, l'emploi, le développement et la croissance ne se trouveraient que dans l'Hexagone. Or, les Outre-mer participent substantiellement à la création de richesse dans notre pays. Près d'un million de jeunes

de moins de 20 ans réside en Outre-mer. Le PIB agrégé des départements et collectivités des Outre-mer dépasse celui d'États européens comme la Croatie ou le Luxembourg. Il représente près de 55 milliards d'euros, dont une partie n'est même pas comptabilisée dans le PIB national : c'est une part importante, mais qui en a conscience ? Les biens agricoles ou les ressources naturelles substantielles des Outre-mer – 40% des réserves mondiales de nickel se trouvent en Nouvelle-Calédonie – nous permettent de soutenir nos exportations et d'améliorer notre commerce extérieur. L'insularité d'un grand nombre de nos Outre-mer les conduit à privilégier les énergies renouvelables. La Martinique développe ainsi un prototype de centrale *offshore* exploitant l'énergie thermique des mers qui se présente comme une première mondiale. De même, la Polynésie française a expérimenté une technologie destinée à produire de la climatisation à partir de la fraîcheur des profondeurs marines. Les Outre-mer, terres d'innovation, concourent bien au dynamisme de notre pays.

Et ce ne sont pas les seuls exemples qui permettent à nos Outre-mer de briller. Je pense notamment à la conquête spatiale : la Guyane permet non seulement à la France mais également à l'Europe de disposer d'une base de lancement. Je pense aussi au sport où nos compatriotes ultramarins font si souvent la fierté de notre pays.

La France est riche de ses Outre-mer. Ils ne sont pas une marge de la République. Ils ne forment pas une demi-République. Ils sont la République. Ils sont partie intégrante et constitutive de la communauté nationale.

Il est temps que la France se regarde telle qu'elle est. Et c'est en partageant avec tous nos compatriotes les apports des Outre-mer que nous parviendrons à changer le regard sur ces territoires. C'est la connaissance de l'autre dans toute sa différence et sa richesse qui est la base de la reconnaissance. Ma conviction profonde est qu'il ne s'agit pas d'un combat des Outre-mer pour les Outre-mer. Il s'agit d'un combat pour une certaine vision de la France et de la République. Certains les voudraient étriquées et renfermées, ce gouvernement les veut ouvertes et assurées. Et cela passe par la reconnaissance.

Dès la victoire de la gauche en 2012, cette reconnaissance a été portée au plus haut niveau de l'État. Le président de la République, François Hollande, s'est rendu à onze reprises dans les Outre-mer. Il fut notamment le premier chef de l'État français à se déplacer dans certains territoires, comme Futuna ou Miquelon. Le caractère inédit de ces visites présidentielles atteste de la marginalité dans laquelle étaient maintenus les Outre-mer. Imagine-t-on que le président de la République se rende, pour la première fois de l'Histoire de France, en Charente ou en Creuse ? À la distance géographique s'était ajoutée une insupportable distance politique. Notre majorité a

choisi, elle, de replacer ces territoires au cœur de la République.

Le gouvernement a reconnu la diversité des Outre-mer car il n'était plus possible de parler d'un Outre-mer, niant ainsi leurs identités cosmopolites et diverses, leurs histoires et leurs spécificités géographiques. Ces territoires ne forment pas un tout homogène : pour la réussite de nos politiques, nous avons fait le choix de les adapter à la réalité de nos territoires. Comme François Hollande s'y était engagé lorsqu'il était candidat, le secrétariat d'État à l'Outre-mer est devenu un ministère de plein exercice et a été rebaptisé ministère des Outre-mer afin que chacun de nos territoires ait la considération qu'il mérite.

Les combats ne s'arrêtent pas là. Face à la montée de l'intolérance et des obscurantismes, nous nous opposons à une vision étriquée de la France. Lorsque certains associent l'appartenance à la Nation à une prétendue « race blanche » ou à la religion catholique, je suis heurtée en mon for intérieur. Les Français ne sont pas tous des Gaulois. Réunionnaise, je me sens et je suis française jusqu'au bout des ongles. Une telle vision de notre pays s'inscrit à l'encontre de nos valeurs et nos idéaux républicains. Quand le peuple français est réduit à une religion ou à une couleur de peau, ce sont tous nos principes qui s'amoindrissent et c'est le rayonnement de la France qui s'étiole.

À l'opposé de cette vision de la France, je revendique fièrement une identité plurielle. À ceux qui prétendent que la France est une race, j'oppose la France que j'aime et que je connais. Dans les Outre-mer, vivent ensemble des citoyens de religions, de culture et de parcours différents. À La Réunion, nous fêtons tant Dipa Wali que Noël ou l'Aïd el Kebir car ce sont aussi des fêtes populaires. Des moments où toutes et tous, nous nous rassemblons. Avant chacune de ces célébrations, nous nous réunissons, toutes communautés confondues, pour avoir un moment de partage et de convivialité. C'est cette France-là, généreuse et tolérante, ouverte et métissée, que je vois à La Réunion et dans tous les Outre-mer.

Notre gouvernement est conscient que les Outre-mer attendaient de la reconnaissance de la part de la République. Celle-ci devait aussi être accompagnée d'un renforcement des politiques publiques. C'est pourquoi nous avons placé ces territoires au cœur de notre action. Et, en premier lieu, nous avons voulu changer le paradigme de la relation avec les Outre-mer. Alors qu'une logique ascendante, où l'État imposait ses décisions à nos territoires, prédominait auparavant, il s'agit maintenant d'écouter toutes les parties prenantes pour pouvoir réfléchir ensemble au futur. Il s'agit d'une vraie révolution conceptuelle. La co-construction des politiques publiques avec les partenaires locaux nous permet de gagner en efficacité et en pertinence. Elle garantit par ailleurs que les spécificités de chaque territoire soient prises en compte. Il nous faut donc déterminer avec les Outre-mer leur propre avenir.

Le projet de loi Égalité réelle Outre-mer incarne ce changement de méthode et de vision. Il va permettre de construire, avec les acteurs locaux, des politiques publiques différenciées, adaptées à chaque territoire. C'est ainsi que nous allons créer les conditions de l'essor économique des Outre-mer sur une logique de long terme. Car ce n'est qu'en partant des attentes des acteurs locaux qu'un nouveau modèle de développement économique et social sera forgé.

Ce combat pour l'égalité, c'est aussi de ne pas accepter que, malgré les progrès réalisés Outre-mer, des inégalités flagrantes subsistent. Ces retards, inadmissibles, vont être progressivement résorbés. Ils sont, par nature, contraires à l'idéal républicain. « Il ne peut y avoir ni vraie liberté ni justice dans une société si l'égalité n'est pas réelle », écrivait Condorcet. C'est ce que je crois profondément. Le développement économique ne va pas sans l'égalité sociale. Soixante-dix ans après la départementalisation de la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane et La Réunion, il est temps d'écrire une nouvelle page de l'Histoire, non pas des Outre-mer, mais bien de la France tout entière car ces retards nous déshonoraient tous. Le projet de loi Égalité réelle Outre-mer comporte donc des mesures sociales fortes, à la mesure de ces inégalités qui subsistent : l'alignement progressif du complément familial, l'extension de l'assurance vieillesse du parent au foyer, la suppression de la condition de paiement des cotisations sociales imposées aux travailleurs indépendants pour le versement des prestations sociales. Ces mesures étaient attendues depuis longtemps.

Enfin, le combat pour l'égalité, c'est de donner à chacun les mêmes opportunités. Les jeunes ultramarins doivent pouvoir suivre les études qu'ils jugent nécessaires à leur avenir professionnel. Si les formations désirées n'existent pas sur leur territoire, l'État doit les accompagner dans leur mobilité. C'est un sujet crucial pour nos compatriotes d'Outre-mer. Le gouvernement est déterminé à avancer sur cette question, évoquée dans le projet de loi Égalité réelle Outre-mer. Le coût des transports nécessaires pour suivre un stage dans l'Hexagone sera ainsi financé. Les Ultramarins partis en étude ou en stage pourront par ailleurs être aidés pour revenir dans leur collectivité d'origine. Ce qui vaut pour les jeunes vaut aussi pour les territoires : les Outre-mer doivent pouvoir s'insérer dans leur environnement régional. Car, tout comme l'Hexagone, ils peuvent faire de cette intégration régionale un atout pour le développement économique et l'enrichissement culturel. La France s'inscrit dans l'environnement direct de pays comme le Brésil, le Canada, l'Afrique du Sud ou l'Australie : tirons-en profit ! La France océanique que j'appelle de mes vœux se concrétisera par des échanges étroits et soutenus avec les voisins des Outre-mer. L'aspect éducatif et culturel des prochaines actions de coopération est évidemment prioritaire. Grâce à une meilleure allocation des fonds publics, permise par le projet de loi Égalité réelle Outre-mer, la mobilité des jeunes sera ainsi ouverte à leur environnement régional. Les jeunes ultramarins auront l'opportunité de rencontrer lors de séjours de stage ou d'études de jeunes Indiens, Cubains ou Australiens. Nos territoires ont tout à gagner du développement des échanges avec leurs voisins, proches comme

plus lointains.

Reconnaissance de la Nation, égalité réelle et ouverture au monde : voilà ma vision pour les Outre-mer. Je suis déterminée à ce qu'elle se traduise en actes et en progrès. Plus largement, c'est tout un gouvernement qui, pour la première fois depuis longtemps, s'est réellement soucié des Outre-mer. Les progrès sont significatifs : nos territoires sont aujourd'hui considérés dans leur diversité, comme appartenant pleinement à la République ; de nouveaux droits sociaux ont été conquis et une dynamique de convergence économique est lancée. Je suis fière de ce qui a été réalisé par cette majorité. Le combat continue néanmoins. Un combat pour l'égalité réelle. Un combat face à ceux qui défendent encore une vision archaïque et méprisante des Outre-mer. De nos choix futurs dépendra l'avenir des Outre-mer, nous ne pouvons l'ignorer.

Porter cette nouvelle vision, ce nouveau regard, c'est ce que nous faisons avec la Fondation Jean Jaurès, en lançant un cycle de conférences dédié. Notre première rencontre, le 21 novembre 2016, sera consacrée à la place des jeunes au sein de notre République. Ce sujet est vital, pour nos Outre-mer comme pour notre pays tout entier. Je vous espère donc nombreuses et nombreux pour échanger ensemble, réunis par nos valeurs et nos idéaux, autour de notre vision de la France.

« Les jeunes face aux crises de la démocratie », un événement avec **Ericka Bareigts**, le 21 novembre 2016 de 19h à 21h : s'inscrire